

Décarboner = recoloniser?

*Minerais critiques dans le Sud global :
la nouvelle ruée européenne vers l'or vert*

► Lora Verheecke



Table des matières

Introduction 3

Chapitre 1

L'extraction minière en RDC 5

Chapitre 2

La législation européenne la plus rapide de l'histoire 8

Chapitre 3

Conséquences politiques et économiques du règlement européen sur les matières premières stratégiques 12

Conclusion

L'extraction minière tue : repenser la consommation pour éviter la néocolonisation verte 16



“ Au XIX^e siècle, il y a eu l'explosion mondiale des mines de charbon ; au XX^e la fièvre de l'or noir, le pétrole. Le XXI^e siècle sera, lui, le siècle des métaux stratégiques. ”

Investigate Europe, Octobre 2023¹

Introduction

La neutralité carbone pour 2050 : pour atteindre cet objectif ambitieux qu'elle s'est fixé, l'Union européenne cherche à remplacer les combustibles fossiles par d'autres énergies, plus « propres ». Lors de son investiture, Ursula Von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a promis de verdir l'économie européenne ; elle n'a pas pour autant remis en question ses fondements capitalistes néolibéraux. Elle dira, dans son discours annuel en 2022, que « l'accès aux matières premières jouera un rôle décisif dans le succès de notre transition vers une économie durable et numérique »². Qui dit voitures électriques et technologies numériques dit métaux stratégiques – lithium, cobalt, nickel, cuivre... Des métaux pour lesquels l'UE dépend largement des pays du Sud global. La décarbonation rimerait-elle avec néocolonisation ?

- Le lithium, le cobalt et le nickel, pour la fabrication de batteries
- Le cuivre pour les rotors des véhicules électriques et les stations de recharge
- Le silicium nécessaire pour les semi-conducteurs
- Le boron, également essentiel aux secteurs automobiles et des énergies renouvelables
- Et bien d'autres...

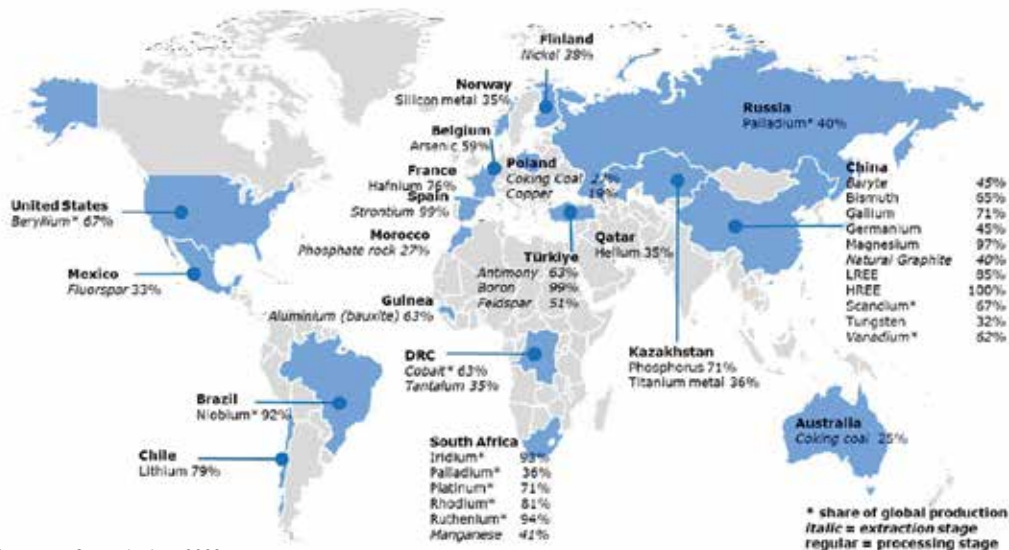
Voitures électriques, éoliennes, panneaux solaires, numérisation de l'économie... **Les transitions énergétique et numérique européennes vont nécessiter l'extraction croissante de**

nombreuses matières premières :

- Les « terres rares », pour les aimants utilisés dans les moteurs éoliens et électriques

Mais l'Union européenne (UE) n'extrait aucun de ces minerais³ ; il faut donc aller les chercher ailleurs et, notamment, en République démocratique du Congo.

Carte mondiale des principaux fournisseurs de matières premières stratégiques pour l'UE (2023)



Source : European Commission, 2023

1 Investigate Europe, Transition écologique: L'Europe prisonnière des minerais chinois, 27 Octobre 2023. <https://www.investigate-europe.eu/fr/posts/green-transition-mines-metals-minerals-china-europe>

2 Commission européenne, Discours sur l'état de l'Union 2022 de la présidente von der Leyen https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/SPEECH_22_5493

3 European Parliament, Critical Raw Materials Act. Briefing EU Legislation in progress [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/747898/EPRS_BRI\(2023\)747898_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/747898/EPRS_BRI(2023)747898_EN.pdf) (consulté le 22 juillet 2023)

Des tonnes pour quelques grammes

Quand on parle des besoins en matières premières nécessaires pour la transition énergétique, on évoque les tonnes de métaux nécessaires. Par exemple, on estime que, d'ici à 2027, on aura besoin chaque année de 100 000 tonnes de cuivre supplémentaires pour la construction de millions de bornes de recharge pour les véhicules électriques. Or, pour obtenir 0,6 gramme de cuivre, il faut souvent extraire et détruire une tonne de roche. Cette proportion est variable en fonction des métaux et de leur concentration dans les roches exploitées, mais cela laisse entrevoir l'ampleur des impacts paysagers et environnementaux de l'explosion des besoins en métaux dans les prochaines années. Sachant que, comme pour le pétrole, dont les réserves deviennent de moins en moins accessibles, on exploite d'abord les gisements à 'forte' concentration de métaux, avant de se tourner vers ceux à plus faibles concentrations – donc engendrant encore plus de déchets. « On creuse toujours plus profond et sur des surfaces de plus en plus grandes, pour aller chercher des quantités de plus en plus faibles dans des minerais de plus en plus complexes », explique l'ingénieure Aurore Stéphant, spécialisée dans les risques environnementaux et sanitaires des filières minérales⁴.



Photo : Ernest Ojeh

Dans cette étude, nous proposons tout d'abord un état de la situation de l'exploitation minière en République démocratique du Congo, un pays riche en ressources minières et pourtant terriblement pauvre et en proie à des conflits liés à ces richesses souterraines. Les conséquences sur les droits humains sont nombreuses et doivent être dénoncées.

Dans un deuxième chapitre, l'étude analyse le parcours législatif exceptionnellement rapide du règlement européen sur les matières premières stratégiques (ou 'critiques'), le « Raw Critical Material Act ». Conçu pour assurer l'approvisionnement de l'Union européenne en matières premières nécessaires à sa

transition énergétique, il fait une place de choix aux intérêts financiers l'industrie minière et des énergies fossiles et à l'importation de matières premières qui seront transformées en Europe – seules quelques promesses laissent espérer une valeur ajoutée pour les pays du Sud. Ce faisant, l'UE perpétue des relations de type colonial avec les pays du Sud.

Les conséquences politiques et économiques de ce règlement européen adopté en décembre 2023 sont exposées et analysées dans le troisième chapitre. Il met en lumière l'influence décisive et décomplexée des lobbies sur les stratégies de l'Union européenne en matière énergétique. Les accords de partenariats que l'UE signe avec plusieurs pays

africains ne permettent pas d'espérer que la situation des droits humains s'améliore dans ces pays.

En conclusion, ce sont la réduction drastique des besoins énergétiques de l'UE et l'établissement de relations plus égalitaires avec ses anciennes colonies qui sont avancées comme nécessaires pour une transition qui nuise le moins possibles aux populations comme à notre milieu de vie.

⁴ <https://www.systemx.org/node/1970>

CHAPITRE 1

L'extraction minière en RDC

Sous-sol riche, pauvre industrie

La République démocratique du Congo (RDC) est aujourd'hui qualifiée de « nouvelle Arabie saoudite » du cobalt, tant ses ressources dépassent de très loin celles des autres pays⁵. Elles sont estimées à 3,6 millions de tonnes, soit 60% des ressources de cobalt terrestres connues dans le monde⁶. Le cobalt est considéré comme un matériau stratégique par l'Union européenne, la Chine, le Japon et les États-Unis⁷. La RDC possède également des réserves de cuivre, de coltan, de tantale, de tungstène, etc.⁸

La Chine contrôle aux alentours de 70% des mines de cobalt en RDC⁹. Les usines de transformation de minerai sont, elles aussi, majoritairement contrôlées par des ressortissants chinois¹⁰. Ceci est la conséquence de la signature, en 2008, d'une convention sino-congolaise dans le secteur minier. Ce contrat sera qualifié alors de « contrat du siècle » et de « préjudice sans précédent dans l'histoire du pays » par une ONG congolaise¹¹.

L'extraction du cobalt se fait dans deux types de mines : artisanales ou industrielles. Les mines industrielles représenteraient 80% de la production congolaise de cobalt, pour seulement 20 % des emplois. Les mines artisanales emploient plus de personnes mais les conditions de travail y sont plus dangereuses et précaires, souvent dans des fournaies à ciel ouvert, où des travailleurs indépendants creusent la roche à mains nues¹².

Conditions de travail, pollution, corruption...

C'est peu dire que l'extraction minière n'améliore pas les conditions de vie de la population de RDC, notamment au Katanga. **L'exploitation minière massive a notamment des conséquences sur la santé des enfants.** Il y a des traces très claires de modification d'ADN chez les enfants et il existe une forte



Photo : Entraide et Fraternité

5 Transition « verte » et métaux « critiques », Points de vue du Sud, CETRI-CNCD 11.11.11, 2023

6 European Commission, Meeting between Suvi Leinonen and Rud Pedersen, Public Affairs Brussels, 21 Septembre 2022 <https://www.asktheeu.org/en/request/13022/response/47732/attach/html/3/Ares%202023%20112555%20debrief%20meeting%20with%20Cobalt%20Institute%20Redacted.pdf.html>

7 The CRM Act in a global perspective, Egmont Institute, 2023 https://www.egmontinstitute.be/app/uploads/2023/04/Victor-De-Decker_Paper_121_vFinal.pdf?type=pdf

8 Transition « verte » et métaux « critiques », Points de vue du Sud, CETRI-CNCD 11.11.11, 2023

9 ASD, ASD – Aerospace, Security and Defence Industries Association of Europe, Considerations on the EC Legislative Proposal for a Regulation on Critical Raw Materials, 8 juin 2023 <https://www.asd-europe.org/considerations-on-the-ec-legislative-proposal-for-a-regulation-on-critical-raw-materials>

10 Dans l'enfer des mines de cobalt du Congo-RDC, Mediapart, 2022. <https://www.mediapart.fr/studio/portfolios/dans-l-enfer-des-mines-de-cobalt-du-congo-rdc>

11 Le Monde (2021) Mines en République démocratique du Congo: « Un pillage qui réduit une partie de la population à une forme d'esclavage » https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/03/mines-en-rdc-un-pillage-qui-reduit-une-partie-de-la-population-a-une-forme-d-esclavage_6096924_3212.html

12 Mediapart (2022) Dans l'enfer des mines de cobalt du Congo-RDC <https://www.mediapart.fr/studio/portfolios/dans-l-enfer-des-mines-de-cobalt-du-congo-rdc>



Photo : Entraide et Fraternité

Outre les conséquences sanitaires directes sur les travailleurs et travailleuses, il faut souligner que **l'exploitation des minerais implique une pollution de l'eau** dont dépendent les populations locales, au prix de leur santé¹⁷. Cette eau est aussi nécessaire pour l'agriculture et l'élevage, fragilisant encore plus les petit-es exploitant-es agricoles.

Kolwezi (RDC) est le chef-lieu de la province du Lualaba et la « capitale mondiale du cobalt ». Récemment, son gouverneur provincial a été limogé car accusé par Kinshasa d'avoir détourné près de 360 millions de dollars américains. **Cette corruption est "endémique"** d'après Richard Ilunga d'Afrewatch, une petite association environnementale locale¹⁸. **Elle est pratiquée par les pouvoirs publics comme par les entreprises.** En effet, fin mai 2022, les autorités anti-corruption des États-Unis et du Royaume-Uni ont reconnu Glencore, géant minier suisse, coupable de corruption pour des faits avérés, notamment en RDC¹⁹.

Cette corruption entraîne donc une perte d'argent substantielle pour les Congolais-es, qui se traduit au quotidien par un manque de services publics (écoles, hôpitaux, etc.), d'infrastructures, etc.

corrélation entre l'exposition aux minerais et les malformations congénitales. En témoigne par exemple le nombre d'enfants naissant avec un « bec-de-lièvre » : « *Il y a une décennie, nous recevions un bec-de-lièvre par an. Aujourd'hui, c'est un par semaine, et je suis convaincu que nous n'avons pas atteint le pic*, explique le docteur Sébastien Mbuyi, chirurgien à l'hôpital de Lubumbashi. *Je ne compte même pas les anomalies invisibles à l'œil nu, telles que les malformations cardiaques, qui sont statistiquement encore plus fréquentes. Nous sommes chaque jour un peu plus persuadés que l'industrie minière est la source de cette augmentation des cas de malformations.* »¹³

Les mineurs eux-mêmes ne sont pas épargnés puisqu'ils manquent d'équipements de protection, que ce soit dans les mines industrielles ou dans les mines artisanales. Les creuseurs sont

notamment exposés à des taux très élevés de radon, un élément radioactif¹⁴. De plus, **l'Unicef estime à 40 000 le nombre d'enfants travaillant dans les mines de la région.** Âgés de 6 à 14 ans, ils ne gagnent guère plus de deux dollars par jour¹⁵.

« *Les Occidentaux pointent notre pays du doigt en raison du travail des enfants, mais ils ne se gênent pas pour acheter les batteries électriques à la Chine. Tout cela est d'une grande hypocrisie.* »

Jacques Kaumba,
ministre des Mines de la
province du Lualaba, 2022¹⁶

13 Ibid.

14 Les débats du Festival des Libertés (2023) Résister à l'extractivisme - Intervention de Quentin Noirfalisse <https://open.spotify.com/episode/2Nd4TCKE12GEB3sd09aPrr?si=7a50f0ea1340498e>

15 Mediapart (2022) Dans l'enfer des mines de cobalt du Congo-RDC <https://www.mediapart.fr/studio/portfolios/dans-l-enfer-des-mines-de-cobalt-du-congo-rdc>

16 Ibid.

17 Cobalt: quel coût humain pour la transition écologique? CNCD, 2023. <https://www.cncd.be/Cobalt-quel-cout-humain-pour-la>

18 République démocratique du Congo: les petits forçats du cobalt, Amnesty International, 2023. <https://www.amnesty.fr/actualites/republique-democratique-du-congo-enfants-cobalt-face-cachee-de-nos-batterie>

19 Public Eye, Les affaires troubles de Glencore en RDC. <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/negoce-de-matieres-premieres/glencore-en-rdc>

Des (res)ources de conflits

L'extraction et le trafic du coltan ont été l'un des principaux moteurs des affrontements dans l'est de la RDC, finançant les bandes armées en lutte pour le contrôle du territoire²⁰.

De plus, **l'expansion de mines industrielles de cobalt et de cuivre a entraîné l'expulsion forcée de populations entières et d'autres graves atteintes aux droits humains**, notamment des agressions sexuelles et des incendies volontaires²¹.

Selon Aurore Stéphant, le secteur minier est celui qui cristallise le plus de tensions socio-environnementales et de meurtres de défenseurs et de défenseuses des droits humains dans le monde.²²

L'extraction minière a également un impact sur les paysans et paysannes qui peuvent perdre leurs terres et donc leurs moyens de subsistance. Près de Kolwezi, une filiale d'Eurasian Resources Group SARL (ERG), dont le siège se trouve au Luxembourg et dont l'actionnaire majoritaire est l'État du Kazakhstan, gère le projet Metalkol Roan Tailings Reclamation (Metalkol RTR). Vingt-et-un agriculteurs et agricultrices membres d'un collectif dont les cultures se trouvaient aux abords de la concession, près du village de Tshamundenda, ont déclaré qu'en

février 2020, sans qu'ils aient été consultés et sans aucun préavis, des militaires, dont certains avec des chiens, avaient occupé leurs champs tandis que des bulldozers rasaient leurs cultures²³.

« J'avais 6 hectares de palmeraie... »



Photo : Entraide et Fraternité

« Si je suis venue ici, c'est parce que nous avons un grand problème. C'est grâce à nos champs que nous pouvons nourrir nos enfants, les faire étudier, les faire vivre. Aujourd'hui, nos champs sont détruits. Nous avons le document officiel, délivré par l'État congolais, qui atteste que nous sommes propriétaires de ce champ qui a été détruit. Lorsque les Chinois sont arrivés, ils nous ont seulement demandé de faire passer leurs engins. Après, on a vu qu'ils n'étaient pas seulement passés,

mais qu'ils étaient entrés dans nos champs et commençaient à exploiter, sans pour autant demander la permission. Nous avons réclamé, nous avons manifesté, nous avons fait beaucoup de plaidoyer, mais les Chinois ont tout détruit. Il y avait des militaires qui barricadaient la route pour empêcher les paisibles citoyens d'accéder à leur champ. Nos champs sont détruits et le remblayage n'a pas été fait. Car quand ils ont eu terminé d'exploiter, nous leur avons demandé la remise en état de la terre, mais ils ont tout laissé comme ça, ils n'ont rien remis. J'avais 6 hectares de palmeraie, il y avait des étangs piscicoles ; mais tout cela a été détruit au vu et au su de tout le monde, sans que personne n'intervienne. Et je ne suis pas seule : nous sommes nombreux. Les enfants que nous mettons au monde, nous ne savons plus avec quels moyens nous allons les faire vivre, les éduquer, les élever. Nous sommes dans une misère totale. On ne nous a rien payé. N'oubliez pas que l'agriculture, c'est notre moyen de survie. Nous avons besoin de moyens pour que nous puissions acheter ou louer d'autres terres, pour recommencer à cultiver. »

Témoignage de Madame Évelyne Masambi Mbisso,
recueilli par Entraide et Fraternité en juin 2023

20 Transition « verte » et métaux « critiques », Points de vue du Sud, CETRI-CNCD 11.11.11, 2023].

21 République démocratique du Congo. L'extraction industrielle de cobalt et de cuivre pour les batteries rechargeables entraîne de graves atteintes aux droits humains, Amnesty International, 12 septembre 2023. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/09/drc-cobalt-and-copper-mining-for-batteries-leading-to-human-rights-abuses/>

22 <https://www.systext.org/node/1970>

23 Ibid.

CHAPITRE 2

La législation européenne la plus rapide de l'Histoire

“ *Le CRM Act, le règlement sur les matières premières critiques (CRMA) pourrait devenir l'un des textes législatifs européens la plus rapidement adoptés de l'Histoire.* ”

Investigate Europe,
Octobre 2023²⁴

L'Union européenne est souvent critiquée pour être une machine législative lente. Mais sa nouvelle loi sur les métaux stratégiques est en cours d'adoption « à la vitesse de l'éclair²⁵ ». **D'autres projets européens essentiels pour la transition verte, tels que la diminution de l'usage des pesticides (règlement SUR) ou la loi pour des systèmes alimentaires durables, sont, eux, au ralenti, voire à l'arrêt.**

Le règlement européen a pour but affiché d'assurer à l'industrie européenne (y compris celle de l'armement²⁶) un approvisionnement sûr et durable en matières premières.

La Commission a publié une proposition de règlement le 16 mars 2023. Le Conseil et le Parlement européens ont chacun adopté leur position et ont trouvé un compromis conjoint le 13 novembre 2023²⁷. Le Parlement européen a donné son accord sur le texte le 12 décembre 2023.

Les objectifs de la proposition de règlement pour 2030²⁸ sont clairs :

- 10% des minerais consommés dans l'UE devront y être extraits

Par exemple, il y a du cobalt dans l'Union européenne (plus d'une centaine de dépôts, principalement en Finlande et en

Suède, mais aussi en Pologne, en France, en Allemagne et en Grèce)²⁹.

- 40% de ces mêmes minerais devront y être raffinés et transformés
- 25% des minerais rares consommés dans l'UE devront y être recyclés
- L'UE ne peut pas dépendre d'un seul pays pour son approvisionnement en un minerai critique à plus de 65%

“ *Les industriels attendent un passage rapide de cette loi.* ”

Henrike Hahn, député
européenne, Parti Vert
européen, octobre 2023³⁰

À la différence d'une directive, qui doit être transposée dans la législation de chaque pays, un règlement européen est d'application dans tous les États membres dès son entrée en vigueur. Un indice de plus quant à la volonté de mettre en œuvre cette législation dans les plus brefs délais.

24 Transition écologique: L'Europe prisonnière des minerais chinois, Investigate Europe, 27 octobre 2023. <https://www.investigate-europe.eu/fr/posts/green-transition-mines-metals-minerals-china-europe>

25 Ibid.

26 Du sang sur le « Green Deal? », Observatoire des multinationales et Corporate Europe Observatory, 7 Novembre 2023. <https://multinationales.org/fr/enquetes/du-sang-sur-le-pacte-vert/du-sang-sur-le-green-deal-comment-l-ue-sous-pretexte-d-action-climatique-s-est>

27 Parlement européen European critical raw materials act <https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-a-europe-fit-for-the-digital-age/file-european-critical-raw-material-act> (Page consultée le 11 décembre 2023)

28 The European Critical Raw Materials Act, Clifford Chance, mars 2023 <https://www.cliffordchance.com/content/dam/cliffordchance/briefings/2023/03/the-european-critical-raw-materials-act.pdf>

29 An European critical raw materials' act: Shifting from extractivism to circularism, The Greens-EFA, 2023 https://www.greens-efa.eu/files/assets/docs/ecological_transition_cluster_paper_on_critical_raw_materials_-_march_2023.pdf

30 Ibid.

D'emblée, une première critique s'impose à l'analyse de ces chiffres : **La proposition de règlement ne contient aucun objectif chiffré de réduction de la consommation de minerais au sein de l'UE.** Or, selon les scientifiques, cette réduction est indispensable : « *La priorité n°1, affirme Aurore Stéphant, et j'insiste sur le fait qu'il n'y a pas d'autre possibilité, c'est de diminuer drastiquement la consommation métallique dans tous les secteurs. Là où le métal n'est pas indispensable, on n'en met plus. On arrête le gaspillage métallique, qui est absolument*

insupportable à constater quand on connaît les impacts de la mine. »³¹

Afin d'atteindre ces objectifs, le projet de règlement prévoit d'identifier des minerais stratégiques. Leur extraction, transformation ou recyclage dans l'Union et dans des pays tiers bénéficieraient de procédures d'autorisation simplifiées et rapides dans l'Union et d'un soutien financier. Ces facilitations ne sont pas sans conséquences. En effet, **la proposition de règlement permettra de limiter les motifs d'objection juridique aux projets d'extraction minière**

grâce au principe "d'intérêt stratégique supérieur". Ce principe pose deux questions. D'abord, il risque de permettre d'esquiver et de contourner les lois européennes protégeant la biodiversité et la santé humaine. Des mines pourront être ouvertes dans les lieux protégés, dans les océans, etc. Puis, plus largement, ce principe, celui de la mine au-dessus des lois, pourrait être répliqué dans d'autres lois. Cela ouvre la porte à la valorisation excessive des projets rentables aux dépens des projets permettant de protéger la biodiversité et l'environnement.

Les mines : NIMBY³² (« pas dans mon jardin ») ?

La nouvelle réglementation prévoit donc d'extraire 10% des minerais rares dans l'UE. **Des projets de mines en Europe sont en marche et font déjà débat, suscitant des oppositions citoyennes. En France, dans l'Allier, un projet de mine de lithium divise la population.** Cette mine, dont l'ouverture est prévue pour 2027, serait la plus grande d'Europe. L'entreprise qui l'exploiterait, Imerys, a beau assurer que la mine sera souterraine, que le transport des matériaux ne se fera pas par camions, que la consommation d'eau sera minimisée, les opposants émettent de sérieux doutes : "Il faut arrêter avec le mythe de la mine propre ! Tout ça c'est de la communication et du flan, s'insurge Antoine Gatet, vice-président de France nature environnement. On ne sait pas extraire de la matière du sous-sol de façon propre, car une mine ça implique toujours à côté une grosse usine chimique de transformation, ce qui entraîne une exploitation, et à terme une pollution, de l'eau et des quantités importantes de déchets qu'on ne sait pas gérer. Est-ce qu'on est vraiment prêt à sacrifier une partie de l'eau et de l'écosystème du Massif central, tout ça pour faire des voitures électriques à 40 000 euros que très peu de gens pourront se payer ?"³³

Autre projet : à moins d'un kilomètre de **Cáceres, ville du sud-ouest de l'Espagne**, classée au patrimoine culturel de l'UNESCO, se dresse une colline couverte de chênes-liège, de pins et riche en biodiversité. C'est la « Sierra de la Mosca » ou, pour les autochtones « la montaña ». C'est le poumon vert de la ville, propice aux balades dominicales. Un troupeau de moutons et leur berger y ont élu domicile. Sous cette colline : peut-être le 2^e plus grand gisement de lithium en Europe.

Un projet de mine à ciel ouvert, mené par une entreprise australienne, Infinity Lithium - créée expressément pour cette opération - suscite la controverse dans la ville.

Une plateforme s'est créée dès que la population a eu connaissance du projet. Les opposant-es mettent en lumière les conséquences d'un tel projet : perte de biodiversité, pollution, poussières, impact sur l'attrait touristique de la ville... Un peu plus d'autonomie énergétique pour l'Union européenne *versus* le sacrifice d'un écosystème méditerranéen riche en faune et en flore ? Face à la grogne d'une partie des habitants, l'entreprise promet notamment des emplois locaux et un fonds social de 2Mo d'euros annuels pour la municipalité.



Photo : Plataforma salvemos la montaña de Cáceres.

31 <https://www.systext.org/node/1970>

32 Nimby est l'acronyme de Not in my backyard, pas dans mon jardin. Cette expression décrit le refus de certaines populations d'accepter près de chez elles les nuisances supposées

33 <https://www.radiofrance.fr/franceinter/l-une-des-plus-grandes-mines-europeennes-de-lithium-va-ouvrir-en-france-d-ici-2027-3063449>

Certains habitants sont d'ailleurs prêts à accepter la mine contre le financement par l'entreprise australienne d'infrastructures comme une grande salle de spectacle ou un aéroport. Une situation qui n'est pas sans rappeler les entreprises occidentales qui promettent aux populations locales de la RDC ou de Madagascar³⁴ – par exemple – des emplois, des écoles et des dispensaires pour compenser les dommages qu'ils provoquent.³⁵

Ces deux exemples montrent le « deux poids, deux mesures » qui règne en la matière. Détruire des écosystèmes ou exproprier des populations à des milliers de kilomètres de chez nous n'émeut guère les consommateurs européens – hormis quelques ONG de solidarité ou associations de protection de la nature. **Lorsque ces projets de nouvelles mines apparaissent en Europe, « dans notre jardin », nous sommes forcés de prendre conscience des sacrifices que l'objectif européen « zéro carbone » implique pour nous-mêmes et pour notre environnement.** Et l'on risque bien de voir se développer le syndrome « NIMBY » (not in my background – pas dans mon jardin), qui touche ceux et celles qui s'opposent à un projet d'intérêt général non à cause de son contenu mais parce qu'ils en subissent les conséquences dans leur environnement proche.

On peut bien sûr déplorer qu'une vallée du Massif central ou les environs de Caceres soient menacés par des projets miniers qui vont affecter des écosystèmes et des populations. Mais on peut aussi émettre l'hypothèse et le souhait que ces projets, s'ils se réalisent, provoquent une prise de conscience dans la population européenne : creuser des mines en Europe va montrer que l'argument dominant « voiture électrique = voiture propre » ne tient pas la route si on regarde en amont de la mise en circulation. Extraire du lithium ou du cuivre pour les batteries et les stations de rechargement, cela consomme de l'énergie fossile, détruit des paysages, pollue des cours d'eau et des nappes phréatiques, affecte la santé des populations, etc. Ces conséquences néfastes, qui restaient jusqu'il y a peu « loin des yeux, loin du cœur », nous allons y faire face nous aussi. N'est-ce pas le bon moment pour réfléchir plus loin que le bout du capot de notre voiture, de cesser de croire ce que disent les lobbies de l'automobile et du secteur minier et penser collectivement à une diminution de nos besoins énergétiques ?

Profits privés et néocolonialisme

Pour qu'un projet soit considéré comme stratégique hors de l'Union européenne, la Commission propose que l'entreprise minière doive prouver qu'elle est reconnue ou qu'elle cherche à être reconnue par des mécanismes de certification. Là aussi, **la certification pose question. Concrètement, elle a été créée par l'industrie minière elle-même et le respect de ses normes volontaires ne sera vérifié par aucun acteur gouvernemental.** Politiquement, cela signifie que la solution des entreprises, utilisée comme un instrument d'influence et de lobbying, est devenue la solution de l'UE, affaiblissant encore plus

le rôle de l'État en tant que régulateur et légitimant davantage l'entreprise minière comme actrice, seule, de changement (alors qu'elle est plutôt à la source du problème). De plus, l'implication des communautés locales lors de l'ouverture d'un projet minier stratégique dans les pays du Sud n'est pas garantie par la proposition de loi actuelle³⁶.

La proposition de loi a également un aspect diplomatique puisqu'elle impose une augmentation de partenariats de l'UE pour importer plus de minerais des pays producteurs vers l'UE. Sur ce point, la présidente de la Commission européenne s'est montrée bonne élève :

- Signature d'un protocole d'accord sur les matières

premières avec l'Argentine, et un accord avec le Chili.

- Signature de partenariats stratégiques sur les matières premières avec le Canada, l'Ukraine, le Kazakhstan et la Namibie.
- Négociations de partenariats stratégiques avec huit autres nations, dont la République démocratique du Congo (voir ci-dessous) et l'Australie³⁷.

Dans le cadre des projets stratégiques à l'extérieur de l'UE, cette dernière cherche à augmenter les investissements privés et publics pour mieux connecter les lieux d'extraction des minerais « critiques » dans le Sud aux lieux de raffinage, de transformation et de consommation dans l'Union européenne. Pour cela, elle a créé

34 Voir notamment « La Belgique, complice d'accaparements de terres à Madagascar ? Le cas Tozzi Green », Mamy Rakotondrainibe, étude, Entraide et Fraternité, 2022. https://entraide.be/publication/etude2022_tozzi-green/

35 Source : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/grand-reportage/20210512-la-ville-de-caceres-menac%C3%A9e-par-le-lithium>

36 Analysis of key parts of the EU's Critical Raw Material Regulation, Friends of the Earth Europe, 2023. <https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2023/03/Critical-Raw-Materials-Regulation-FoEE-analysis-1.pdf> (Traduction par l'auteur)

37 Investigate Europe, 2023, op.cit.

Le Global Gateway, une stratégie d'investissement et de partenariats dans laquelle l'UE va engager 300 milliards de dollars de 2021 à 2027 (jusqu'à 18 milliards d'euros de financement public et 282 milliards de prêts et garanties publiques³⁸). Cette initiative permettra des investissements publics et privés, notamment orientés vers **le transport de minerais vers l'Union européenne**. La moitié, soit 150 milliards, sera allouée à l'Afrique. Une partie de ces fonds devrait servir à financer le développement des secteurs du numérique, de l'énergie, mais aussi de la santé et de l'éducation.

La gouvernance de ces fonds pose question. En effet, **aucun gouvernement ni aucune organisation représentant un pays du Sud ne participe à sa gouvernance**. L'allocation de ces fonds est aux seules mains des délégations extérieures de l'UE, des États membres et d'un nouveau groupe d'experts venant du secteur privé. **Les besoins des pays bénéficiaires ne sont donc pas déterminés par les bénéficiaires mais par les donateurs**. De plus, dans le *business group* du Global Gateway, on retrouve Eramet, Total Energies, Brussels Airlines, la banque de développement belge BIO et le port d'Anvers, ainsi que Business Europe (voir ci-dessous)³⁹. Cela donne beaucoup d'influence à des acteurs privés du secteur des

énergies fossiles (Total Énergies), des mines (Eramet) et peu enclins à atténuer les conséquences de leurs activités dans les pays du Sud (Business Europe)⁴⁰.

“ Le Global Gateway devrait contribuer à stimuler et à tirer parti des projets d'investissement du secteur privé tout au long de la chaîne de valeur des minerais essentiels dans les pays en développement⁴¹. ”

Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne, devant le lobby industriel Business Europe, février 2023

En tournée en Afrique au début 2022, Ursula Von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a déclaré que l'accent sera mis sur « l'entreprenariat par les jeunes en finançant la création de startups à haut potentiel »⁴². Reste à voir quelle portion du budget sera consacrée aux intérêts des populations africaines, par rapport à celle consacrée à l'acheminement des matières premières vers l'UE, qui est le premier objectif de l'initiative. En

effet, une étude récente démontre que **les politiques financées par le Global Gateway servent en premier lieu les intérêts du secteur privé** et qu'elles ne se focalisent pas de façon cohérente sur la fin de la pauvreté⁴³, remettant en question les beaux discours associant le Global Gateway à une politique de développement.

On voit se dessiner ici le même type de relation néocoloniale que dans le cadre des accords de libéralisation du commerce entre l'UE et des pays du Sud : on importe des matières premières que l'on traite dans l'UE, qui bénéficiera donc de la valeur ajoutée de la transformation. De plus, ces matières premières étant soumises aux aléas de cours sur les marchés mondiaux, il n'y a pas de sécurité de revenu pour les pays exportateurs. À cela s'ajoute, dans le cas du Global Gateway, le fait que les pays exportateurs n'ont pas leur mot à dire dans la gestion du projet.

“ La diplomatie européenne des matières premières trace les contours du néocolonialisme européen⁴⁴. ”

Inès Trépart, politologue, septembre 2023

38 CounterBalance and Eurodad (2022) The Emperor's New Clothes. What's new about the EU's Global Gateway? <https://counter-balance.org/uploads/files/EU-global-gateway-report-FINAL.pdf>

39 Global Gateway Business Advisory Group (GG BAG) expert group - List of members and observers, European Commission, 2023. https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/8f0954fc-34ed-45fe-8c68-b59015e98b41_en

40 Business Europe fait partie des lobbies qui avancent les demandes les plus hostiles à la loi européenne sur le devoir de vigilance. Voir Inside Job: How business lobbyists used the Commission's scrutiny procedures to weaken human rights and environmental legislation, Corporate Europe Observatory, BUND and Friends of the Earth Europe, 2022. <https://corporateeurope.org/sites/default/files/2022-06/INSIDE%20JOB%20How%20business%20lobbyists%20used%20the%20Commission%27s%20scrutiny%20procedures.pdf>

41 European Commission (2023) Meeting between Valdis Dombrovskis and Verbond van Belgische Ondernemingen / Fédération des entreprises de Belgique. 16 février 2023. <https://www.asktheeu.org/en/request/13014/response/48019/attach/html/5/02%20Ares%202023%201224824%20Round%20table%20on%20Critical%20Raw%20Materials%20package%2016%2002%202023%20Speech.pdf.html>

42 <https://afrique.latribune.fr/finances/investissement/2022-02-11/global-gateway-l-offensive-europeenne-de-150-milliards-d-euros-en-afrique-903933.html>

43 CounterBalance and Eurodad (2022) The Emperor's New Clothes. What's new about the EU's Global Gateway? <https://counter-balance.org/uploads/files/EU-global-gateway-report-FINAL.pdf>

44 La Libre (2023) La nouvelle législation sur les matières premières doit nous inquiéter Tribune du 14 Septembre <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2023/09/14/la-nouvelle-legislation-sur-les-matieres-premieres-doit-nous-inquieter-XU5A4TSTYBED5FZIUXXMG6FZ2UI/>

CHAPITRE 3

Conséquences politiques et économiques du règlement européen sur les matières premières stratégiques

“ *La liste des souhaits de l'industrie est reflétée de manière inquiétante dans la proposition de loi CRM Act de la Commission de mars 2023*”

Amis de la Terre Europe,
Juillet 2023

De nombreux intérêts économiques et politiques ont influencé le texte européen. C'est notamment le cas de la France et des industries minières tout particulièrement.

Les gouvernements extractivistes

La France n'a pas de mines, pour le moment⁴⁵. La France est pourtant une alliée, une porte-parole et même une

collaboratrice de l'industrie minière. Pour mener à bien ces trois missions au niveau européen, elle a nommé en janvier 2023 un Délégué interministériel aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques⁴⁷. Il est très présent à Paris et Bruxelles lors des discussions sur le futur règlement européen.

La France a également créé, en novembre 2022, un Observatoire, l'OFREMI, pour sécuriser les approvisionnements de l'industrie française. Le directeur de l'OFREMI est devenu en décembre 2022⁴⁸ président de Prometia, une association sans but lucratif dont certains membres accumulent les profits⁴⁹ : Eramet, société minière française ; Elkem, entreprise spécialisée dans la production de silicium, etc. Eramet exploite notamment la plus grande mine au monde de manganèse, au Gabon.

Enfin, c'est en France que le premier séminaire du Global Gateway⁵⁰ a eu lieu, avec un

enregistrement vidéo de M. Macron et la présence d'un ministre et d'une secrétaire d'État pour présenter la stratégie de l'UE et les opportunités mondiales au secteur privé français.

Finalement, l'extrait ci-dessous est le plus parlant et se passe de mots.

« *Sur la loi sur les matières premières critiques, nous avons travaillé à rendre la proposition de la Commission européenne encore plus ambitieuse que maintenant, avec l'administration française et quelques parlementaires européens.* »

Extrait d'un email d'Eramet (société minière française) au cabinet du vice-président de la Commission Européenne Šefčovič, avril 2023⁵¹

45 Friends of the Earth Europe (2023) Mining the depths of influence. How industry is forging the EU Critical Raw Materials Act <https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2023/07/Mining-the-depths-of-influence.pdf> (Traduction de l'autrice)

46 Une ouverture de la plus grande mine de Lithium du pays, dans l'Allier, est prévue pour 2028. Source: InvestigateEurope (2023) Transition écologique: L'Europe prisonnière des minerais chinois 27 Octobre Voir aussi ci-dessus, en encadré, le cas du projet de mine de lithium à Cáceres, dans le sud-ouest de l'Espagne. <https://www.investigate-europe.eu/fr/posts/green-transition-mines-metals-minerals-china-europe>

47 <https://www.linkedin.com/in/benjamin-gallezot-2a302bb6/details/experience/>

48 <https://www.linkedin.com/in/st%C3%A9phane-bourg-a2b1a066/> (Consulté le 28 Octobre 2023)

49 <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=798215124921-69> (Consulté le 28 Octobre 2023)

50 <https://twitter.com/FrsVinci/status/1638846111023611910> (Consulté le 27 Octobre 2023)

51 European Commission (2023) 'Meeting between Dimitri Lorenzani and ERAMET'. Texte original en anglais : "On the Critical raw materials Act, we have been working on how to make the EC proposition even more ambitious as it right now, with the French administration and some MEPs.". <https://www.asktheeu.org/en/request/12997/response/48604/attach/html/6/Ares%202023%203570834%20EASE%202397%201%20ERAMET%20position%20Redacted.pdf.html>

Les experts ouvrent des mines... et les portes des plus hautes autorités européennes

Le lobby des grandes entreprises commence à se réunir, travailler et influencer le règlement européen sur les matières premières dès les années 1980, à travers le Raw Materials Supply Group. Ce groupe de travail compte 30 membres. Parmi eux, des représentants d'entreprises telles que Volkswagen, Umicore, Nokia, Knauf Gips et Boliden, et des lobbies comme Euromines, Eurométaux et l'Association européenne des minerais industriels⁵².

D'après une étude récente, **les entreprises minières ou utilisant des minerais et des métaux et leurs associations de lobbying ont dépensé plus de 21 millions d'euros par an**, ont organisé de nombreux événements et ont tenu plus de 1000 réunions avec les hauts dirigeants de la Commission depuis décembre 2012 - à peu près deux réunions par semaine⁵³.

Un de ces lobbies en particulier, l'Alliance d'entreprises pour les minerais critiques, est spécialement actif. L'Alliance demande notamment à la Commission, dès novembre 2022, que la proposition de loi « ne se concentre pas exclusivement sur le recyclage »⁵⁴.

Business Europe, le lobby des plus grandes entreprises mondiales, est également très actif et influent sur le sujet. Ses lobbyistes enverront des suggestions d'amendements aux députés européens en septembre 2023. L'un d'entre eux est une demande pour que la liste des matériaux stratégiques soit revue, après l'adoption de la loi,

régulièrement, y compris de manière *ad hoc* en cas de guerres, conflits, catastrophes naturelles et autres⁵⁷. Cet amendement est maintenant dans la position officielle du Parlement européen adoptée le 14 septembre 2023⁵⁸.

<i>La position de BusinessEurope⁵⁵</i>	<i>La position du parlement européen⁵⁶</i>
"La Commission réexamine et, si nécessaire, actualise la liste des matières premières stratégiques et, si nécessaire, met à jour la liste des matières premières stratégiques la deuxième année suivant l'entrée en vigueur du présent règlement, puis tous les deux ans. (...) La Commission ajoutera des matières premières supplémentaires sur la liste à la demande du comité."	"La Commission réexamine et, si nécessaire, actualise la liste des matières premières stratégiques deux ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement et tous les deux ans par la suite. (...) À la demande du comité, (...) la Commission réexamine et, le cas échéant, actualise la liste à tout moment et au moment des réexamens prévus."



52 GRESEA (2018) L'Initiative Matières Premières <https://gresea.be/L-Initiative-Matieres-Premieres>

53 Friends of the Earth Europe (2023) Mining the depths of influence. How industry is forging the EU Critical Raw Materials Act. <https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2023/07/Mining-the-depths-of-influence.pdf>

54 CRM Alliance (2022) CRM Alliance Position Paper on the Critical Raw Materials Act Novembre https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13597-european-critical-raw-materials-act/public-consultation_fr

55 BusinessEurope (2023) Comments and proposals for amendments to the Critical Raw Materials Act May https://www.business-europe.eu/sites/buseur/files/media/position_papers/rex/2023-05-22_crma_proposal_-_businesseuropes_comments_and_amendments.pdf (Traduction de l'autrice)

56 European parliament (2023) Framework for ensuring a secure and sustainable supply of critical raw materials 4 September 2023. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2023-0325_EN.html#title1

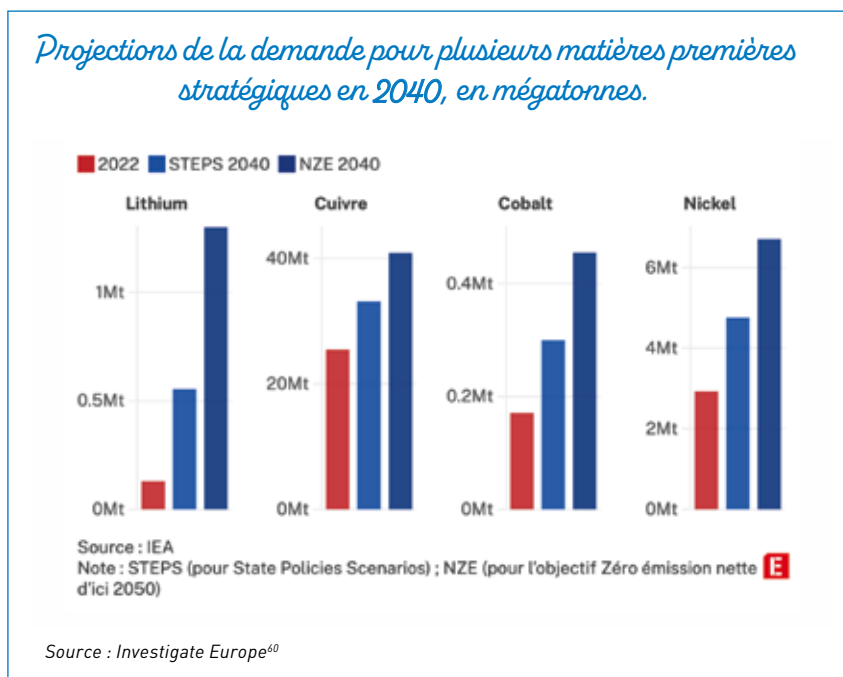
57 BusinessEurope (2023) Comments and proposals for amendments to the Critical Raw Materials Act May https://www.business-europe.eu/sites/buseur/files/media/position_papers/rex/2023-05-22_crma_proposal_-_businesseuropes_comments_and_amendments.pdf (Traduction de l'autrice)

58 European parliament (2023) Framework for ensuring a secure and sustainable supply of critical raw materials 4 September 2023 https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2023-0325_EN.html#title1 (Traduction de l'autrice)

Les conséquences du règlement européen en République démocratique du Congo (RDC)

Le boom minier à venir est impressionnant. L'Union européenne, aujourd'hui, consomme entre 25 et 30% des métaux produits dans le monde. Cette consommation augmentera de 63% d'ici à 2060⁵⁹.

Au niveau mondial, les projections sont les suivantes :



En parallèle à cette explosion, **très peu de grandes entreprises entendent modifier radicalement leurs activités dans un objectif de réutilisation, de réaffectation ou de recyclage⁶¹** des métaux rares ; et, même si objectifs de recyclage il y a, le CRM Act ne devrait pas amener ce changement radical. Plus de demande va donc amener plus de mines.

Les conditions pour les populations du Sud risquent de ne guère changer avec le passage du règlement européen.

En effet, **les demandes de respect des droits humains, sociaux et environnementaux sont peu contraignantes dans le futur règlement européen.** De plus, l'Union Européenne compte sur le passage d'une directive sur le devoir de vigilance pour améliorer les chaînes de production des entreprises. Cette directive, sur laquelle la Commission européenne, le Conseil et le Parlement sont arrivés à un accord le 14 décembre dernier, l'on ne peut donc pas savoir si elle obligera

par exemple les constructeurs automobiles européens à améliorer les conditions dans les mines du Sud et notamment en RDC. Car les multinationales qui opèrent en RDC, comme Glencore (Suisse), China Molybdenum ou Huayou Cobalt (Chine), ne tombent pas directement sous le coup de la législation⁶². Mais il y a fort à craindre que la directive européenne sur le devoir de vigilance ne souffle pas le vent d'un grand changement. D'une part, car cette proposition a dès le départ été affaiblie par l'industrie ; d'autre part, car l'exemple d'un devoir européen similaire dans le secteur des minerais montre que la législation augmente les rapports payés par des entreprises européennes à des consultants mais ne diminue pas les violations sur le terrain⁶³. La Belgique, qui assure la présidence de l'UE au premier semestre 2024, a un rôle important à jouer pour faire en sorte que la directive européenne soit la plus ambitieuse possible, qu'elle garantisse à la fois une forte responsabilité juridique des entreprises en cas de manquement à leur devoir de vigilance, ainsi qu'un accès effectif à des voies de recours et des réparations pour les victimes et leurs représentant-es⁶⁴.

Les conséquences politiques du CRM Act se font déjà sentir en RDC. En effet, le 4 mars 2023, au forum économique de Kinshasa, en marge de la visite officielle d'Emmanuel Macron et des commissaires européens Jutta Urpilainen et Thierry Breton, la Commission européenne et la RDC se sont engagées à lancer

59 Friends of the Earth Europe and EEB (2021) "Green mining" is a myth: The case for cutting EU resource consumption. https://eeb.org/wp-content/uploads/2021/10/Green-mining-report_EEB-FoEE-2021.pdf

60 InvestigateEurope (2023) Transition écologique: L'Europe prisonnière des minerais chinois 27 Octobre. <https://www.investigate-europe.eu/fr/posts/green-transition-mines-metals-minerals-china-europe>

61 CETRI-CNCD 11.11.11 (2023) Transition "verte" et métaux « critiques ». Points de vue du Sud.

62 CNCD (2023) Cobalt: quel coût humain pour la transition écologique? <https://www.cncd.be/Cobalt-quel-cout-humain-pour-la>

63 Résister à l'extractivisme - Intervention de Quentin Noirfalisse, Les débats du Festival des Libertés, 2023. <https://open.spotify.com/episode/2Nd4TCKE12GEB3sd09aPrr?si=7a50f0ea1340498e>

64 <https://www.cncd.be/Directive-sur-le-devoir-de-8180>

des négociations pour un « partenariat stratégique sur la chaîne de valeur responsable des minéraux critiques ».

Cette annonce a été suivie de négociations en juin 2023,⁶⁵ qui aboutiront à un protocole d'entente et une feuille de route de projets de coopération et d'investissements⁶⁶ incluant des projets de transformation des minerais sur place pour leur donner de la valeur ajoutée⁶⁷. Difficile de savoir si ces promesses se réaliseront avant d'avoir le texte final.

Autre actualité liée au CRM Act : le Global Gateway et ses liens avec la RDC. Le jeudi 26 octobre 2023, au forum « Global

Gateway »⁶⁸, l'Union européenne a signé 3 protocoles d'accord avec la RDC, l'Angola et la Zambie, dans le but de s'approvisionner en minéraux critiques. Un de ces protocoles concerne les infrastructures portuaires et ferroviaires reliant les mines de cuivre et de cobalt du sud de la RDC (Katanga) et du nord-ouest de la Zambie aux marchés régionaux et mondiaux via le port angolais de Lobito. Ce « Corridor de Lobito » est un projet ferroviaire et portuaire commun de l'Angola, de la RDC et de la Zambie, s'étendant du port atlantique de Lobito, en Angola jusqu'au terminus à Lubumbashi, en RDC⁶⁹. Le projet Global Gateway sera mené en commun avec l'UE, les États-Unis

d'Amérique, la RDC, la République de Zambie, la République d'Angola, la Banque africaine de développement et l'Africa Finance Corporation⁷⁰. Ce Corridor avait été initialement construit grâce à des capitaux belges et britanniques, il y a un siècle⁷¹.



Source : Gresea

“ Que ce soit dans son histoire ou dans son avenir, ce chemin de fer dépend du trafic minier. Le train ne transporte pas de marchandises ordinaires ni de produits manufacturés. Donc son avenir dépend du secteur minier. ”

Bouba Salihou, chef de projet du Projet de Transport Multimodal (PTM), 2018⁷²

“ La stratégie de l'Europe sur sa dépendance n'a pas vraiment changé en trente ans : la position par défaut est toujours de maintenir le niveau de vie et la consommation des Européen-nes en exportant à l'autre bout du monde les conséquences environnementales. ”

Investigate Europe, Octobre 2023⁷³

65 EU Plans Talks With African Nations to Boost Supplies of Critical Raw Materials, IISD, 28 juin 2023 <https://www.iisd.org/articles/policy-analysis/eu-talks-african-supplies-critical-raw-materials>

66 Engagement à lancer des négociations pour un partenariat stratégique sur la chaîne de valeur des minéraux critiques, Communiqué de presse conjoint UE-RDC, 2023. <https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/Communique%CC%81%20de%20presse%20conjoint%20sur%20le%20partenariat%20strate%CC%81%20grique.pdf>

67 L'Union Européenne veut sceller un "partenariat stratégique" avec la RDC dans la transformation locale des minerais, Mines.cd, 2023 <https://mines.cd/union-europeenne-veut-sceller-un-partenariat-strategique-avec-la-rdc-dans-la-transformation-locale-des-minerais/>

68 Voir ci-dessus, au chapitre 2.

69 Benguela : les infrastructures ferroviaires au service de l'extractivisme, GRESEA, 2018. <https://gresea.be/Benguela-les-infrastructures-ferroviaires-au-service-de-l-extractivisme>

70 Global Gateway: l'UE signe des partenariats stratégiques sur les chaînes de valeur des matières premières critiques avec la RDC et la Zambie et fait progresser la coopération avec les États-Unis et d'autres partenaires clés pour développer, Commission européenne, 26 octobre 2023. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_5303

71 Benguela : les infrastructures ferroviaires au service de l'extractivisme, GRESEA, 2018. <https://gresea.be/Benguela-les-infrastructures-ferroviaires-au-service-de-l-extractivisme>

72 Benguela : les infrastructures ferroviaires au service de l'extractivisme, GRESEA, 2018 <https://gresea.be/Benguela-les-infrastructures-ferroviaires-au-service-de-l-extractivisme>

73 Transition écologique: L'Europe prisonnière des minerais chinois InvestigateEurope, 27 octobre 2023. <https://www.investigate-europe.eu/fr/posts/green-transition-mines-metals-minerals-china-europe>

CONCLUSION

L'extraction minière tue : repenser la consommation pour éviter la néocolonisation verte

Eramet – société minière française – est une alliée du gouvernement français (voir ci-dessus) mais pas de la protection de la nature. Eramet a été récemment jugée responsable de terres détruites et de déplacements de populations autochtones sur l'île d'Halmahera, en Indonésie, et d'une importante pollution au fuel en Nouvelle Calédonie⁷⁴. Glencore, le deuxième groupe minier présent en RDC, a été accusé d'accidents mortels, de travail des enfants et de destruction environnementale en Bolivie, dans la mine de Porco⁷⁵.

En effet, qu'elle serve ou non les objectifs climatiques de l'Union européenne, **l'industrie minière détruit aussi l'environnement, est responsable d'expulsions forcées, accapare des terres agricoles, pollue les eaux, les sols, l'air et empêche en bout de course toute possibilité d'atteindre la souveraineté alimentaire.** Plutôt que de proposer un règlement qui permet de « verdir » les mines en justifiant leur ouverture pour la transition écologique, **l'Union européenne devrait plutôt poser la question de notre consommation.**

Réduire la consommation

Dans le règlement européen, une priorité aurait dû être de réduire la consommation de métaux, pas juste le recyclage.

La Commission devrait proposer au plus vite une nouvelle réglementation européenne avec des objectifs chiffrés et contraignants, y compris à court terme, pour que la consommation de métaux de l'UE se fasse en limitant le plus possible ses impacts sociaux et environnementaux.

Une priorité européenne devrait être d'imposer une limite de consommation de métaux pour les secteurs non essentiels : la défense, l'aéronautique,

“ *La force des discours sur la transition est en effet non seulement d'avoir rendu la mine acceptable, sinon indispensable, mais aussi de la considérer comme un moindre mal d'un point de vue écologique.* ”

Laurent Delcourt,
CETRI, 2023⁷⁶



74 Écocides et paradis fiscaux : révélations sur les dérives du soutien européen à l'industrie minière Investigate Europe, 27 octobre, 2023 <https://www.investigate-europe.eu/fr/posts/eu-horizon-scheme-millions-funding-mining-companies-environmental-abuses>

75 "Green mining" is a myth: The case for cutting EU resource consumption, Friends of the Earth Europe and EEB (2021) https://eeb.org/wp-content/uploads/2021/10/Green-mining-report_EEB-FoEE-2021.pdf

76 Transition "verte" et métaux « critiques », Points de vue du Sud, CETRI-CNCD 11.11.11, 2023.

la mobilité individuelle. Dans le cas des transports, plutôt que de se limiter à promouvoir la voiture électrique individuelle, dont on a vu qu'elle n'est pas si vertueuse que le discours dominant l'affirme, il est essentiel que l'UE et les États promeuvent et financent en conséquence la mobilité collective : transports publics, voitures partagées et intermodalité. En Belgique, le système de la voiture-salaire (voiture de société) doit absolument être abandonné au profit d'autres incitants à une mobilité moins gourmande en matière premières.

Afin de consommer moins de matières premières, on peut imaginer d'utiliser des objets non-obsolescents, avec une longue garantie de vie et de nombreuses facilités de réparation. Une proposition de directive sur le droit à la réparation a été adoptée le 21 novembre 2023 par le Parlement européen réuni à Strasbourg. Elle vise à éviter que des produits

réparables finissent à la poubelle. Un pas dans le bon sens, donc. Bien avant que le Parlement européen s'empare de la question, des citoyen·nes se sont retroussé les manches pour organiser un peu partout des Repair'cafés, où des volontaires s'attachent à réparer toutes sortes d'objets : petit électro, vélos, vêtements, jouets, etc. Ces initiatives combinent la dimension écologique (réparation plutôt que remplacement) et sociale, vu les économies qu'elles permettent. Le site des Repair'cafés de Wallonie-Bruxelles affirme que les 224 lieux de réparation bénévoles existant sur notre territoire ont permis, en 2022, d'éviter l'émission de 1,8 million de tonnes de CO₂ et 180 tonnes de déchets⁷⁷.

Donner la parole aux communautés

Les témoignages cités dans cette étude montrent que les droits des populations affectées par des

projets d'extraction minière sont loin d'être respectés dans toutes les situations. Les projets de mines en Europe vont aussi mettre en lumière les tensions socio-environnementales qui vont surgir chez nous. Dans le cas où l'ouverture d'une mine pour la consommation européenne serait essentielle, les communautés vivant sur les lieux d'extraction doivent non seulement être consultées mais aussi avoir le droit de dire non sans représailles et en toute facilité. Le cas échéant, elles devraient avoir accès facilement à la Justice pour faire valoir leurs droits et la charge de la preuve devrait reposer sur les entreprises impliquées et non sur les populations affectées.

Repenser notre modèle de croissance

Mais les questions qu'ont soulevées le CRM Act sont bien plus profondes. Nous avons aujourd'hui besoin d'une action politique qui rompe plus largement avec le modèle basé sur la croissance économique. Une croissance qui se nourrit de l'exploitation effrénée des matières premières, de la nature et des êtres humains. Dans cette perspective, la « dématérialisation » de l'économie doit être dénoncée comme un mensonge, au vu des ressources naturelles qu'elle requiert et des conséquences humaines et environnementales que leur extraction entraîne.

Cette remise en question du modèle ne peut reposer uniquement sur les efforts individuels – qui sont actuellement le fait d'une minorité de la population. Elle doit être encouragée, coordonnée par les pouvoirs politiques, et ce à tous les niveaux de pouvoir.



Photo : Repair café Braine-l'Alleud

77 Voir www.repairtogether.be

Décoloniser les relations commerciales et diplomatiques

L'Union européenne doit considérer la RDC et les autres pays détenteurs de matières premières comme de vrais partenaires et non plus comme des territoires tout juste bons à être exploités comme au temps de la colonisation. Elle doit notamment soutenir la transformation des minerais sur place, afin que ces pays

bénéficient de la plus-value qui y est liée. Elle doit aussi soutenir l'agroécologie, concurrencée par l'exploitation minière. Cette dernière attire en effet des travailleurs – notamment des jeunes – en faisant miroiter des revenus immédiats et potentiellement élevés. Autant de force de travail qui abandonne l'agriculture vivrière, aux dépens de la sécurité et la souveraineté alimentaires.

À son niveau, la Belgique doit agir en augmentant son aide publique au développement

jusqu'au 0,7% du PIB promis depuis longtemps et en consacrant au moins 15% de cette aide à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Elle s'y est engagée dès 2010, suite à la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-2008. Un pourcentage que la Belgique n'a jusqu'ici jamais respecté, à l'exception de l'année 2013⁷⁸...

La philosophie de la croissance et de l'expansion continues est ancrée dans les sociétés occidentales (...) mais les valeurs de notre société devraient être celles d'un engagement profond vers un partage juste des ressources pour les personnes et pour la planète et une croyance fondamentale que les humains sont tous égaux.

Amis de la Terre Europe et EEB, 2021⁷⁹

78 COALITION CONTRE LA FAIM, Mémorandum pour les élections 2024. Transition vers des systèmes alimentaires durables, https://www.cncd.be/IMG/pdf/ccf-cth_memorandum_2024_-_fr.pdf

79 Friends of the Earth Europe and EEB (2021) "Green mining" is a myth: The case for cutting EU resource consumption https://eeb.org/wp-content/uploads/2021/10/Green-mining-report_EEB-FoEE-2021.pdf

La neutralité carbone pour 2050 : pour atteindre cet objectif ambitieux qu'elle s'est fixé, l'Union européenne cherche à remplacer les combustibles fossiles par d'autres énergies, plus « propres ».

Lors de son investiture, Ursula Von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a promis de verdir l'économie européenne ; elle n'a pas pour autant remis en question ses fondements capitalistes néolibéraux. Elle dira, dans son discours annuel en 2022, que « l'accès aux matières premières jouera un rôle décisif dans le succès de notre transition vers une économie durable et numérique ».

Qui dit voitures électriques et technologies numériques dit métaux stratégiques – lithium, cobalt, nickel, cuivre... Des métaux pour lesquels l'UE dépend largement des pays du Sud global.

La décarbonation ramera-t-elle avec néocolonisation ?

Janvier 2024

Rédaction : Lora Verheecke, Isabelle Franck

Relecture : Renaud Vivien, Isabelle Franck

Photo de couverture : Entraide et Fraternité



Rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles

02 227 66 80 | info@entraide.be WWW.ENTRAIDE.BE



Éd. resp. : Axelle Fischer - 32 rue du Gouvernement Provisoire - 1000 Bruxelles



Un ouvrage mis en page,
imprimé et façonné par
Snel à Vottem, Belgique

www.snel.be

Avec le soutien de



Belgique
partenaire du développement.

